

Communiqué du Conseil d'Etat

20 novembre 2013

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Genève s'engage pour la population philippine	4
Région transfrontalière	5
Traitement des eaux usées : nouvelles conditions financières.....	5
Genève-Confédération	6
Remplacement de deux conseillers nationaux élus au Conseil d'Etat	6
Financement du démantèlement des centrales nucléaires et du traitement des déchets radioactifs	6
Genève favorable à la révision de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire.....	7
Genève	8
Rencontre avec des représentants des milieux économiques	8
Mise en œuvre du règlement sur les zones de développement d'activités mixtes.....	8
Concession octroyée au Chantier naval de Corsier Port SA	9
Ouverture des voies de bus aux véhicules de police.....	9
Validation complémentaire des opérations électorales du 22 septembre 2013	10
Entrée en vigueur de loi.....	11
Agenda des invitations à la presse	12

Genève internationale

Genève s'engage pour la population philippine

Par solidarité avec la population philippine victime du typhon Haiyan, le Conseil d'Etat a décidé d'apporter une aide d'urgence globale de 300'000 francs en faveur des actions de [Médecins sans frontières Suisse \(MSF\)](#) et de la [Croix-Rouge Suisse \(CRS\)](#), visant à couvrir les besoins de base et l'accès aux soins des victimes.

Depuis leurs entrepôts dans le monde, MSF et la CRS vont notamment acheminer des tentes, des kits d'hygiène, du matériel pour l'eau et l'assainissement ainsi que des fournitures médicales.

© CRS



© MSF

Le typhon Haiyan, qui a frappé le centre des Philippines début novembre, a causé des dégâts d'envergure dans les îles des Visaya. Des villes et des villages entiers ont été rasés sous l'effet des inondations et des vents violents. D'après les estimations les plus récentes, la catastrophe naturelle a affecté plus de 11 millions de personnes, provoquant notamment le déplacement de près d'un million d'entre elles.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du bureau de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Région transfrontalière

Traitement des eaux usées : nouvelles conditions financières

Le Conseil d'Etat a approuvé un avenant à la [convention du 27 juin 2009 concernant les raccordements transfrontaliers d'eaux usées sur le réseau primaire genevois de la Communauté de communes du Genevois \(CCG\)](#).

Cet avenant concerne en particulier l'assujettissement à la TVA. Les prestations fournies par une collectivité publique à une autre n'étant plus soumises à TVA, la redevance due par les partenaires français en est désormais exonérée.

Pour toute information complémentaire : Mme Irina Loperiol Garret-Flaudy, juriste, direction générale de l'eau, DIME, ☎ 022 388 64 12.

Remplacement de deux conseillers nationaux élus au Conseil d'Etat

Suite à l'élection de MM. Luc Barthassat et Antonio Hodgers au gouvernement genevois le 10 novembre dernier, le Conseil d'Etat a procédé à leur remplacement en qualité de députés au Conseil national.

Sont ainsi proclamé-e-s élu-e-s sans scrutin en vertu de l'article 55 de la [loi fédérale sur les droits politiques](#) :

- M. **Guillaume Barazzone** (PDC), en remplacement de M. Barthassat, à compter du 6 décembre 2013 ;
- Mme **Anne Mahrer** (Les Verts), en remplacement de M. Hodgers, à compter du 27 novembre 2013 ;

Le remplacement de M. Mauro Poggia, également élu au Conseil d'Etat le 10 novembre dernier, sera formalisé ultérieurement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Financement du démantèlement des centrales nucléaires et du traitement des déchets radioactifs

Le Conseil d'Etat a fait part de son accord avec le [projet de révision de l'ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion](#), mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Ce projet améliore le financement du futur démantèlement des centrales nucléaires et du traitement de leurs déchets radioactifs.

Dans sa réponse, le canton propose d'adapter le rendement des fonds à celui de la prévoyance professionnelle et d'augmenter le supplément de sécurité. Le gouvernement genevois préconise également de tirer parti des expériences étrangères de démantèlement pour réévaluer les coûts de désaffectation de centrales nucléaires.

Cas échéant, la Confédération serait amenée à suppléer à des fonds insuffisants. Le canton de Genève considère qu'une prise en charge par la collectivité favoriserait l'énergie nucléaire au détriment des énergies renouvelables. Cela constituerait, de surcroît, un transfert de coûts sur les générations futures, incompatible avec une optique de développement durable.

En conséquence, le Conseil fédéral est invité à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir un financement suffisant, par les exploitants des centrales nucléaires, de leur démantèlement et du traitement de leurs déchets radioactifs.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, ☎ 022 327 93 64.

Genève favorable à la révision de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication portant sur la [révision de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire \(OAT\)](#), sur les [directives techniques concernant les zones à bâtir](#) et sur le [complément au guide de la planification directrice](#). Ces trois documents constituent la mise en œuvre de la révision de la [loi sur l'aménagement du territoire](#) acceptée par le peuple suisse le **3 mars 2013**.

Le gouvernement genevois accueille favorablement le projet mis en consultation. Il estime que ces documents sont de bons outils qui permettront de relever efficacement les défis du développement territorial. Il salue la mise en place d'outils permettant d'évaluer et d'orienter de façon homogène le développement territorial sur le territoire national, en tenant compte du fait que nombre de questions liées à l'aménagement du territoire doivent être traitées à l'échelle d'espaces fonctionnels, de régions, qui ignorent souvent les frontières cantonales.

Le nouveau dispositif offre une large place aux plans directeurs cantonaux dans les processus de mise en œuvre des nouvelles dispositions fédérales. Le [plan directeur cantonal « Genève 2030 »](#), adopté en septembre 2013 par le Grand Conseil, s'inscrit parfaitement dans le cadre proposé.

Le Conseil d'Etat a transmis certaines propositions de simplification formelle et technique afin de mieux tenir compte des spécificités cantonales.

Pour toute information complémentaire : M. Vassilis Venizelos, direction de la planification directrice cantonale et régionale, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 58.

Rencontre avec des représentants des milieux économiques

Le Conseil d'Etat a rencontré des représentants de l'[Union des associations patronales genevoises \(UAPG\)](#) et de la [Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève \(CCIG\)](#) dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Cette rencontre annuelle a été l'occasion d'aborder différentes thématiques d'actualité, parmi lesquelles la fiscalité des entreprises, la stratégie industrielle de Genève, l'évolution des conditions cadres genevoises par rapports aux autres cantons et à d'autres régions européennes, ou encore les infrastructures de transports.

La dernière rencontre dans ce cadre a eu lieu le 10 octobre 2012 (voir [point de presse](#)).

Mise en œuvre du règlement sur les zones de développement d'activités mixtes

Le Conseil d'Etat a constitué une cellule de suivi et d'évaluation chargée d'assurer la mise en œuvre du règlement sur les activités admissibles en zone industrielle ou de développement industriel, respectivement en zone de développement d'activités mixtes, adopté le 21 août dernier (voir [dossier de presse du 24 septembre 2013](#)).

Cette cellule est composée de représentants de l'office de l'urbanisme (OU), de la Fondation pour les terrains industriels (FTI), de la direction générale des affaires économiques (DGAE), du service d'impact sur l'environnement et de la direction générale de la mobilité. La direction de cette entité incombe conjointement à la FTI et à la direction de la planification directrice cantonale et régionale de l'office de l'urbanisme.

A ce jour, aucune zone n'a encore été définitivement désignée pour accueillir une ZDAM. La cellule a donc pour mission de définir les critères (économiques et territoriaux) nécessaires à la mise en place de ZDAM, puis d'opérer sur cette base une première sélection de périmètres tests pour lesquels il convient de mener des études d'opportunité et de faisabilité, et qui devront ensuite être confirmés dans le cadre des grands projets pour les secteurs qui s'y trouvent et avec la collaboration des communes concernées. Seules ces études confirmeront – ou pas – la sélection identifiée. En outre, cette pré-sélection n'écarte pas la possibilité d'en étudier d'autres ultérieurement.

Rappelons que le nouveau règlement sur les activités admissibles en zone industrielle ou de développement industriel, respectivement en zone de développement d'activités mixtes, permet la mise en œuvre de zones de développement d'activités mixtes (ZDAM) comprenant au minimum 60% d'activités secondaires (industrie et artisanat) et au maximum 40% affectés au secteur tertiaire. Ces nouvelles dispositions offrent un nouvel outil de pilotage des zones industrielles. L'objectif est d'offrir des possibilités de développement des activités secondaires à l'intérieur des zones à bâtir, dans des secteurs bien connectés aux transports en commun. Par ailleurs, la mixité proposée permet de densifier les espaces disponibles pour une meilleure utilisation

du foncier, de favoriser, par la verticalité, la complémentarité des espaces d'activités entre les secteurs secondaires et tertiaires.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Leutenegger, directeur de la planification directrice cantonale et régionale, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 11, ou M. Yves Cretegny, directeur général de la Fondation pour les terrains industriels, ☎ 022 342 21 60.

Concession octroyée au Chantier naval de Corsier Port SA

L'Etat de Genève a accordé au [Chantier naval de Corsier Port SA](#) une concession sur une surface du lac de 5000 m² dans la baie de Corsier pour une durée de 25 ans, renouvelable cas échéant pour 25 ans, dans le but de reconstruire et d'agrandir les installations portuaires actuelles.



Les nouvelles installations seront entièrement prises en charge par ledit chantier naval. Elles sont soumises à autorisation de construire et comprennent une digue, des quais de manutention avec grue et station-service, des pontons d'amarrage pour quarante places fixes et dix places de transit. La propriété de ces installations sera transférée sans compensation à l'Etat de Genève à l'extinction de la concession.

La concession permettra par ailleurs au service de la capitainerie de disposer de vingt places d'amarrage actuellement attribuées au chantier naval.

Pour toute information complémentaire : M. Stefan Szeless, chef du service de la capitainerie, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 61.

Ouverture des voies de bus aux véhicules de police

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la [loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière \(LaLCR\)](#).

Actuellement, les véhicules de police reconnaissables comme tels sont intégrés dans le trafic comme n'importe quels véhicules particuliers, sans aucune possibilité d'emprunter une voie plus rapide, à la différence notamment des taxis.

Afin de remédier à cette situation insatisfaisante, le Conseil d'Etat propose d'autoriser les véhicules sérigraphiés de la police cantonale, des polices municipales, du corps des gardes-frontière et de la police des transports à utiliser les voies réservées aux bus munies du marquage TAXI. L'introduction d'un article 8B « Véhicules de police » dans la [loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière \(LaLCR\)](#) permettrait d'économiser des dizaines d'heures de travail qui sont perdues par les policiers chaque jour, ce qui les empêche de se consacrer à des tâches de terrain.

Pour toute information complémentaire : M. Antoine Landry, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022 327 92 26.

Validation complémentaire des opérations électorales du 22 septembre 2013

Le Conseil d'Etat a procédé à la validation complémentaire des [opérations électorales du 22 septembre 2013](#), spécifiquement pour ce qui concerne la [loi fédérale du 28 septembre 2012 sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme \(Loi sur les épidémies, LEp\)](#).

En date du 19 septembre 2013, un recours a été déposé contre l'objet précité, que le Conseil d'Etat a déclaré irrecevable le 30 septembre dernier. En raison d'un nouveau recours contre cette dernière décision, le gouvernement n'a été en mesure de valider que partiellement les résultats des votations du 22 septembre dernier (voir [point de presse du 30 octobre 2013](#)).

Le Tribunal fédéral ayant déclaré ce second recours irrecevable par arrêt du 13 novembre 2013, le Conseil d'Etat a pu adopter ce jour l'arrêté de validation complémentaire. L'ensemble des opérations électorales du 22 septembre sont ainsi validées.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Entrée en vigueur de loi

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 20.09.2013, (11127) modifiant la loi sur le partenariat (LPart-GE) (E 1 27) (L11127)	CE	Samedi 23 novembre 2013

Le lien hypertexte vers la loi sera activé le jour de la parution de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
22 novembre 11h00	Cérémonie d'inauguration de la rénovation du cycle d'orientation de la Florence	Cycle d'orientation de la Florence 16, ch. du Velours 1231 Conches	DU DIP	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25 Teresa Skibinska ☎ 022 546 69 35 ou 079 503 77 99
25 novembre 11h00	Lancement du programme « Trako » – Initiation à la pratique du judo à l'école	Ecole du Bachet 19, chemin des Pontets 1212 Grand-Lancy	DIP	Olivier Mutter ☎ 078 817 16 13
3 décembre 9h00	Inauguration du bâtiment Onex-Jardins II	Aula du Centre de formation professionnelle de Ternier 18, ch. Gérard-de-Ternier 1213 Petit-Lancy	DIP DU	Teresa Skibinska ☎ 022 546 69 35 ou 079 503 77 99 Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
31 décembre 8h00	Commémoration officielle de la restauration de la République	Promenade de la Treille	CHA	Aline Staerkle ☎ 022 327 95 30